

ARRETE n° 1218 CM du 30 août 2007 portant nomination de M. Bernard Meret en qualité de directeur par intérim du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC).

NOR : GRE0701694AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, du logement et de la pêche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3985 PR du 29 décembre 2006 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2003-97 APF du 10 juillet 2003 portant création d'un établissement public industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommé Groupement des établissements de la Polynésie pour la formation continue (GREPFOC) ;

Vu l'arrêté n° 1179 CM du 14 août 2003 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public industriel et commercial dénommé GREPFOC ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 août 2007,

Arrête :

Article 1er. — M. Bernard Meret est nommé en qualité de directeur par intérim du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue, à compter du 1er septembre 2007.

Art. 2. — Il est mis fin aux fonctions de M. Jean-Paul Ailloud à compter du 1er septembre 2007.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation, du logement et de la pêche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2007.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,
du logement et de la pêche,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1219 CM du 30 août 2007 portant nomination de Mlle Nancy Mao Che en qualité de directrice des finances et de la comptabilité par intérim durant le congé annuel de M. Charles Wong Chou.

NOR : DFC0701609AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3985 PR du 29 décembre 2006 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1522 CM du 26 décembre 1988 portant nomination de M. Charles Wong Chou en qualité de chef du service des finances et de la comptabilité ;

Vu l'arrêté n° 714 CM du 27 avril 2004 attribuant une indemnité de sujétion spéciale aux agents nommés aux fonctions de chef de service par intérim ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 août 2007,

Arrête :

Article 1er. — Mlle Nancy Mao Che, chef du bureau "analyse et contrôle de gestion", est nommée en qualité de directrice des finances et de la comptabilité par intérim durant le congé annuel de M. Charles Wong Chou, du 14 septembre au 5 octobre 2007.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2007.
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 1220 CM du 30 août 2007 portant désignation des membres de la commission des impôts.

NOR : SCD0701642AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3985 PR du 29 décembre 2006 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts et notamment son article 431-2 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 août 2007,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 431-2 du code des impôts, sont nommés pour une durée de deux années en qualité de membres de la commission des impôts :

I - Représentants de l'administration de la Polynésie française

a) Membres titulaires

- le secrétaire général du gouvernement ou son représentant ;
- le receveur, conservateur des hypothèques ou son représentant ;
- le chef du service des affaires économiques ou son représentant ;
- le chef du service du développement de l'industrie et des métiers ou son représentant ;

b) Membres suppléants

- le directeur des affaires foncières ;
- le chef du service du commerce extérieur.

II - Experts-comptables

a) Membres titulaires

- M. Vincent Law, expert-comptable ;
- M. Jean-Louis Pelloux, expert-comptable.

b) Membre suppléant

- M. Christophe Parion, expert-comptable ;

III - Membres désignés en raison de leurs compétences

a) Membres titulaires

- le président du Conseil des entreprises de Polynésie française ou son représentant ;
- le président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises ou son représentant.

b) Membre suppléant

- le président de la Fédération générale du commerce.

Art. 2.— L'arrêté n° 463 CM du 11 juillet 2005 portant désignation de la commission des impôts de la Polynésie française est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2007.
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 1227 CM du 30 août 2007 réglementant la pratique du va'a en milieu scolaire primaire et secondaire.

NOR : DEP0701643AG

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, du logement et de la pêche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3985 PR du 29 décembre 2006 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2001-160 APF du 11 septembre 2001 portant création de la direction de l'enseignement primaire ;

Vu l'arrêté n° 1479 CM du 16 novembre 2001 portant organisation et définition des domaines d'action de la direction de l'enseignement primaire ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 190 CM du 19 février 1987 modifié portant organisation des enseignements secondaires ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 août 2007,

Arrête :

Article 1er.— La réglementation pour la pratique du va'a en milieu scolaire primaire et secondaire est établie conformément aux dispositions annexées au présent arrêté.

Art. 2.— L'arrêté n° 1034 CM du 7 septembre 1989 rendant obligatoire le règlement des activités du va'a en milieu scolaire primaire et secondaire est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation, du logement et de la pêche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2007.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,
du logement et de la pêche,
Tearii ALPHA.*

ANNEXE

REGLES DE SECURITE

1° Savoir nager

a) L'enfant doit justifier de l'aptitude à la nage au moyen de la production d'une attestation officielle d'un organisme habilité, sur un parcours en aisance sur une distance de 50 mètres au minimum, départ sauté ou plongé.

b) Si l'attestation ne peut être produite, l'enfant doit passer avec succès un test de natation consistant en :

- un parcours en nage libre sur une distance de 50 mètres, départ sauté ou plongé ;
- un test d'aisance en immersion.

2° Gilet de sauvetage

Le port du gilet de sauvetage est obligatoire pour tous les élèves. Il appartient à l'enseignant d'en vérifier l'état et de s'assurer que celui-ci est convenablement attaché.

3° Equipement de la pirogue

a) La pirogue doit être équipée de réserves de flottabilité à l'avant et à l'arrière ou tout autre dispositif mis en œuvre par le constructeur assurant la flottabilité de l'embarcation ;

b) Chaque pirogue doit disposer d'écoques fixées à l'embarcation à l'aide de cordelettes.

4° Le plan d'eau

a) Affichage

Un plan des zones d'activités est affiché sur le site établissant clairement :

- les différentes limites de navigation ;
- les zones dangereuses interdites.